



RAPPORT ANNUEL
2013



Révélateur de valeurs

RAPPORT ANNUEL
2013



Révélateur de valeurs

La BRM en quelques mots

Première banque dans l'UEMOA spécialisée dans l'intermédiation financière par les titres

- Spécialiste des métiers de banque de marchés et d'affaires
- Intermédiaire sous-régional sur les opérations sur titres et de marchés
- Plus de 5000 milliards de FCFA d'opérations intermédiées depuis son existence

Une équipe jeune et dynamique contribuant à l'innovation permanente dans nos produits et services

- Savoir-faire et professionnalisme de l'équipe assurant à nos clients les produits financiers les mieux élaborés et offrant des rendements supérieurs

Pôles de spécialisation

- Banque de marchés
- Banque d'affaires
- Gestion d'actifs

Sommaire

Chiffres Clés	6
Composition du Conseil	7
Message du Président	9
Gouvernement d'Entreprise	10
Rapport du Conseil à l'Assemblée Générale	12
L'Activité de la Banque	14
Rapport des Commissaires aux Comptes	19
États Financiers Résumés	22
Règles et Méthodes Comptables	26
Notes sur le États Financiers	29

Chiffres Clés

(exprimés en millions de FCFA sauf indication contraire)

Au 31 Décembre	2013	2012	Variation en %
Total Bilan	217 507	181 289	20%
Produit net bancaire	8 725	8 464	3%
Capitaux propres (*)	20 693	15 704	32%
Résultat net	5 404	4 588	18%
Dividende distribué	2 800	2 065	36%
Rentabilité des capitaux propres (%)	26	29	
Rentabilités des actifs (%)	2.5	2.5	
Ratio Cooke (%)	42.6	38.7	
Effectif	57	53	

(*) Inclure l'augmentation de capital de 1100 millions de FCFA

Composition du Conseil d'Administration

(au 31 Décembre 2013)

Président

Mansour CAMA

Administrateurs

Mor ADJ

Eric BIO

Alioune CAMARA

Assane DIOP

Raymond FAYE

Felix SANCHEZ

Souleymane NIANE

Assane SOUMARE

Commissaires aux Comptes

Cabinet Aziz Dièye

Cabinet Mazars

Siège Social

Immeuble la Rotonde, Rue Dr. Theze x Assane Ndoye

BP 32040 Dakar, Ponty

Site Web

www.brmbank.com

Message du Président



« Un palier de plus... »

Chers Actionnaires,

Pas à pas la BRM poursuit son ascension. Un palier de plus vient d'être franchi avec un résultat 2013 digne des meilleures réalisations de la place sénégalaise.

Le résultat net de la banque a franchi le cap de 5 milliards en s'établissant à 5,4 milliards de FCFA soit une progression de 18% par rapport à 2012 avec un total bilan en hausse de 36 milliards de FCFA par rapport à l'exercice précédent dépassant les 217 milliards de FCFA.

En ligne avec sa politique de distribution de dividende, le Conseil d'administration a proposé un dividende en hausse de cinq mille francs à 40000 FCFA par action et un montant global de 2,8 milliards de FCFA à distribuer aux actionnaires. Cette progression raisonnable du taux de dividende n'est que la juste récompense des actionnaires qui ont fortement marqué leur soutien à la BRM en souscrivant massivement à l'augmentation de capital de la banque. Les fonds propres de la banque se renforcent un peu plus et atteignent désormais 17,9 milliards de FCFA après distribution.

Chers actionnaires, une fois encore, il me revient l'honneur de féliciter et d'adresser, au nom du Conseil d'Administration, tous nos encouragements à la Direction générale et l'ensemble du personnel pour cet exploit qu'il convient de saluer à sa juste valeur. Face à une concurrence accrue et un environnement des affaires incertain, le Conseil recommande en retour, beaucoup de vigilance et de capacités d'adaptation et d'innovation pour relever les défis futurs et maintenir le niveau de performance de 2013.

Je ne pourrai terminer sans renouveler mes remerciements chaleureux à nos actionnaires, à nos chers clients ainsi qu'aux membres du personnel de la BRM. La réussite de la BRM est aussi la leur.

Mansour CAMA

Gouvernement d'entreprise

Compétences du Conseil

Les attributions du Conseil d'Administration ainsi que les conditions d'exercice de la fonction d'administrateur au sein des établissements de crédit sont régies par les dispositions de l'OHADA relatives aux sociétés anonymes avec conseil d'administration, les statuts de la société et la loi bancaire applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.

Les compétences du Conseil portent essentiellement sur :

- la définition des objectifs et de l'orientation stratégique de la société;
- le contrôle de la gestion courante assurée par le Directeur Général ;
- l'arrêté des comptes de la société et de façon générale sur tous les actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les statuts de la société.

Le Président du Conseil d'administration préside les réunions du Conseil et les Assemblées générales des actionnaires. Il veille aussi au contrôle adéquat par le Conseil d'administration de la gestion de la société.

Au cours de l'année 2013, le Conseil s'est réuni quatre fois pour examiner les affaires de la société et prendre les décisions qui relèvent de sa compétence.

Composition du Conseil

La composition du Conseil d'administration n'a subi aucune modification au cours de l'année 2013. Toutefois, au titre de la représentation de la BOAD au Conseil d'Administration, M. Oumar TEMBELY a été remplacé par M. Eric BIO en fin d'année.

Mandat d'administrateurs

Aucun mandat d'administrateur n'arrive à expiration au terme de l'Assemblée générale statuant pour les comptes de l'exercice 2013.

Mandat des Commissaires aux Comptes

Les mandats des Commissaires aux comptes arrivent à expiration à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2013. En conformité avec les nouvelles dispositions de la loi bancaire réduisant la durée de leurs mandats, le Conseil propose le renouvellement des mandats des Commissaires aux Comptes pour une période de 3 ans.

Fonctionnement du Conseil

Afin d'exercer de façon efficace son rôle et d'aller plus en profondeur dans l'étude de certaines questions, le Conseil a créé en son sein des Comités permanents à qui il a délégué certaines attributions.

La composition des deux Comités en place est la suivante:

- Le Comité Risque et Investissement

Mor ADJ
Alioune CAMARA
Ambroise KAFANDO
Mansour CAMA
Assane DIOP
Raymond FAYE

- Le Comité des Ressources Humaines, d'Audit et de Gouvernance

Félix SANCHEZ
Souleymane NIANE
Raymond FAYE
Mansour CAMA
Assane DIOP
Alioune CAMARA

Décisions du Conseil d'Administration

Conformément au mandat de l'Assemblée Générale l'y autorisant, le Conseil d'Administration a arrêté les modalités de réalisation de l'augmentation de capital et rendu cette dernière effective dans les comptes de l'exercice 2013, fixant ainsi le capital social de la Banque à sept (7) milliards de FCFA. A la date de clôture du 15 mars 2014, tout le capital a été souscrit et entièrement libéré.

Le Conseil a régulièrement fait le point sur l'état d'avancement des décisions issues de la retraite de stratégie sur l'orientation stratégique de la banque dans les années à venir.

Arrêté des Comptes

Dans le cadre de la mission qui lui est dévolue, le Conseil d'Administration a arrêté, au cours de sa session du 16 avril 2014, les comptes de l'exercice 2013 de la Banque Régionale de Marchés (BRM), en conformité avec les lois en vigueur au Sénégal et les dispositions du Plan Comptable Bancaire applicable aux banques et établissements financiers de l'UEMOA.

Rapport Financier du Conseil

Situation financière au 31 décembre 2013

Il ressort des Etats financiers de l'exercice 2013 les points essentiels ci-après.

Total du bilan de la Banque

Le **Total du bilan de la Banque** au 31/12/2013 s'établit à **217 507 517 311 FCFA** contre 181 288 616 560 FCFA un an auparavant, soit une croissance de plus de 36 milliards de francs CFA (+20%).

Les **éléments d'actif du bilan** se décomposent essentiellement de la façon suivante:

- les opérations sur titres qui comptent pour 104 975 983 863 FCFA soit 48.3% du total de l'actif en hausse de 8% par rapport au 31/12/2012;
- les opérations avec la clientèle représentant 90 833 046 679 FCFA ont connu une hausse de 36% par rapport au 31/12/2012 et pèsent 41.8% de l'actif;
- les opérations de trésorerie et interbancaires se chiffrent à 14 663 227 988 FCFA en progression de 26% et représentent 6.7% du total de l'actif.

Au **niveau du passif**, le bilan est ainsi structuré :

- Les opérations interbancaires : 114 124 414 299 FCFA (52% du total) contre 95 307 081 309 FCFA au 31/12/2012 ;
- les dépôts de la clientèle : 71 782 996 572 FCFA (33% du total) contre 61 826 331 302 FCFA au 31/12/2012 ;

- comptes d'ordre et divers : 6 525 957 113 FCFA (3% du total) contre 3 398 828 650 FCFA.

Le résultat net de l'exercice 2013 s'établit à +5 404 212 329 FCFA contre un résultat bénéficiaire au 31/12/2012 s'élevant à +4588 168 292 FCFA. Sur un an, la progression du résultat a été de 18% soit 816 Millions de FCFA.

Formation du résultat de l'exercice

La **Formation du résultat de l'exercice** d'un montant de **5 404 212 329 FCFA** s'analyse comme suit :

- le montant total des charges se chiffrant à 10 996 645 519 FCFA est composé principalement des rubriques suivantes : charges bancaires pour 7 519 578 365 FCFA, frais de personnel pour 1 852 166 109 FCFA,
- Autres charges d'exploitation pour 1 343 666 173 FCFA et les dotations aux amortissements pour 120 430 676 FCFA.
- Les produits bancaires sont essentiellement composés par ordre d'importance par les produits sur les opérations avec la clientèle pour 7 912 618 752 FCFA, les produits sur les opérations sur titres pour 7 351 372 336 FCFA, les produits sur les opérations de trésorerie et interbancaires pour 1 069 388 254 FCFA.

Respect de la Réglementation bancaire

Au titre de la réglementation prudentielle, au 31/12/2013, les fonds propres effectifs s'établissent



à FCFA 15 533 millions par rapport à une limite minimale de FCFA 5 000 millions compte non tenu du résultat de l'exercice. Les ratios de manière générale sont contenus dans la norme fixée par la réglementation prudentielle, à l'exception du ratio de liquidité à 51% (son mode de calcul pose problème au regard des titres).

Approbation des comptes de l'exercice 2013 et Affectation du Résultat

Les états financiers de la BRM pour l'exercice clos en 2013 ont été analysés et présentés de façon détaillée dans ce rapport de gestion.

Ils font ressortir **un résultat net comptable excédentaire de 5 404 212 329 FCFA**.

Après constitution de **la réserve légale de 15%**, **soit 810 631 849 FCFA**, **le résultat en instance d'affectation s'élève à 4 593 580 480 FCFA**.

Le Conseil propose à l'Assemblée, d'approuver **une distribution de dividende pour un montant de 2 800 000 000 FCFA** et l'affectation en report à nouveau du solde de 1 793 580 480 FCFA dans le but de consolider les fonds propres.

Ainsi, le dividende brut par action s'établirait à 40 000 FCFA et après précompte de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) au taux de 10%, le dividende net ressortirait à 36 000 FCFA.

Au titre des missions que les actionnaires de la banque leur ont confiées, les Commissaires aux Comptes de la société ont vérifié les comptes et rédigé à votre attention leurs rapports tant général que spécial. Ces rapports vous sont présentés au cours de la présente Assemblée Générale.

Le Conseil souhaiterait qu'il plaise à l'Assemblée d'approuver les comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2013 ainsi que l'affectation du résultat et de lui donner quitus en entier et sans réserve au titre dudit exercice.

Au terme de ce Rapport, le Conseil d'Administration voudrait encore une fois réitérer ses remerciements aux Actionnaires de la banque pour leur confiance renouvelée et adresser ses encouragements à l'ensemble du personnel pour le niveau de performance atteint par la BRM en quelques années d'existence.

L'activité de la banque

L'environnement économique et financier en 2013

Contexte international

En 2013, l'économie mondiale a connu une croissance plutôt lente mais réelle avec tout de même une accélération au second semestre. L'impulsion a été donnée par les pays avancés qui doivent toutefois continuer d'assainir leurs secteurs financiers et poursuivre les réformes fiscales.

Aux Etats-Unis la croissance les indicateurs économiques prédisent une croissance de 2.7% pour l'année 2013 qui correspond à la fin du mandat de huit années du gouverneur sortant Ben Bernanke. C'est dans ce contexte de sortie de récession que Janet Yellen prend la succession de Bernanke et trouve un taux de chômage à 7% et une inflation à 1%, en dessous du niveau cible de 2%, suscitant par là une certaine inquiétude.

En Europe, après dix huit mois de récession les pays phares de la zone euro ont montré des signes de reprise de la croissance. La croissance devrait dans l'ensemble de la zone passer de -0.6% en 2012 à -0.4%. Ce retournement de cap a été mené par l'Allemagne dont la croissance a augmenté de 0.5%. En France, la croissance en 2013 ressortirait à 0.2% tandis que les pays d'Europe du Sud continuent de se battre pour sortir de la crise à la faveur des nouvelles plutôt encourageantes concernant les gains de compétitivité réalisés et l'accroissement des exportations qui restent toutefois insuffisants pour annuler le déficit d'une demande interne déprimée. La croissance a continué à décliner en Italie et en Espagne mais à un rythme moindre. A contrario le Portugal a connu un net rebond après une profonde récession.

Les économies des pays émergents, quant à elles, ont montré des signes d'essoufflement sans qu'il ne soit possible pour l'instant de dire qu'il s'agit d'un phénomène cyclique ou d'un réel mouvement de fond. Les situations restent toutefois différentes d'un pays à l'autre. En Chine et en Inde, la décélération semble tendancielle alors qu'elle apparaît cyclique en Russie et en Afrique du Sud. Ces économies restent, d'une manière générale, vulnérables à une normalisation des taux d'intérêt dans les pays avancés qui se traduirait par une inversion de sens dans les mouvements de capitaux.

Matières Premières

D'une manière générale, le prix des métaux et des matières premières agricoles ont baissé contrastant avec ceux des matières premières énergétiques. Le ralentissement du secteur de la construction en Chine a eu des effets sur les métaux. Du côté du pétrole, la demande a connu un ralentissement notamment du fait de la Chine, de l'Inde et du Moyen Orient, mais les prix sont restés autour des 105 \$ le baril sous l'effet des tensions politiques au Moyen Orient et en Afrique du Nord (Egypte).

Changes

Sur le marché des changes, l'euro termine l'année 2013 en nette hausse par rapport au dollar avec un taux de clôture à 1,378 contre 1.32 en début d'année. Un plus bas a été touché au mois de mars à 1.296, niveau re-testé au mois de mai. Depuis lors, la progression a été constante.

Ce redressement de l'euro est la conséquence de la reprise, certes timide, de la croissance dans la zone euro mais et surtout de la levée des incertitudes sur les dettes des pays du sud de l'Europe.

Politique monétaire

Le contexte de l'économie mondiale en 2013 a laissé entrevoir des risques inflationnistes très faibles en raison notamment de la baisse des prix des matières premières en partie due à la baisse de la demande chinoise. Dans les économies avancées, l'inflation se situe en dessous des niveaux cibles à 1.5% en moyenne.

La politique monétaire est restée accommodante d'une manière générale mais devrait de plus en plus refléter les dynamiques économiques divergentes entre pays avancés. Les marchés ont d'ailleurs commencé à anticiper un potentiel changement d'orientation dans la politique monétaire aux Etats-Unis. Les taux à long terme se sont raffermis globalement en réponse à cette anticipation. Pour la zone euro et le Japon, la période de taux d'intérêt bas et d'utilisation de mesures non conventionnelles de refinancement s'est prolongée sur 2013 et devrait se poursuivre en raison des pressions déflationnistes toujours présentes.

Contexte national

En 2013, le taux de croissance du PIB en termes réels s'est quelque peu redressé à 3,7%, soit 0,2point de plus qu'en 2012. La croissance reste pour l'essentiel portée par les secteurs tertiaire (transports et télécommunications notamment) et primaire à la faveur d'une bonne campagne agricole. Le taux d'inflation ressort à 1.8% en décembre en glissement annuel avec des prix à la consommation enregistrant une hausse modérée de 0.9% sur l'ensemble de l'année

grâce notamment à la baisse des prix es denrées alimentaires et à la stabilisation des prix énergétiques.

Au niveau des finances publiques, la progression des dépenses publiques a été maîtrisée avec une orientation satisfaisante des recettes budgétaires. L'augmentation des dépenses publiques enregistre une hausse de 3.2% soit 66,8 milliards portée par la hausse des dépenses courantes (32,2 milliards) et des dépenses en capital (34,6 milliards). Rapportées au PIB, les dépenses s'inscrivent en hausse de 0,3 point de pourcentage en se chiffrant à 28,8%. Dans le même temps, les recettes budgétaires en hausse de 78,0 milliards représenteraient 20,6% du PIB en 2013. Le déficit budgétaire global, base engagements, hors dons, est en baisse de 0,8 point en pourcentage du PIB en se situant autour de 8,2 points en 2013.

Au titre de la surveillance multilatérale, le Sénégal respecte tous les critères de premier rang, à l'exception de celui relatif au solde budgétaire de base rapporté au PIB.

Au niveau des échanges extérieurs, une diminution du déficit du compte des transactions courantes a été observée qui s'établirait à 779,6 milliards. Rapporté au PIB, le solde du compte des transactions courantes, hors dons, représenterait 11,0% en 2013 contre 11,8% en 2012. En 2013, la masse monétaire enregistre une progression de 4,1% en relation avec la hausse du crédit intérieur (9,8%) et de la baisse des avoirs extérieurs nets de 11,5%.

Au niveau du marché de la dette publique, le Trésor sénégalais a été moins présent qu'en 2012. Les émissions de bons et d'obligations du Trésor sont respectivement ressorties à 147,2 milliards et 234,4 milliards en 2013 contre 267,7 milliards et 250,4 milliards un an plus tôt.



Les activités de la banque en 2013

Stratégie

En 2013, les espoirs nés du bon déroulement des élections n'ont pas permis d'améliorer l'environnement des affaires qui est resté, tout au long de l'année, dominé par l'attentisme. En réponse aux injonctions des autorités de baisser les prix des denrées alimentaires, les importateurs ont gelé leurs opérations pour éviter des pertes importantes. Les stocks ont été détournés vers d'autres pays. Les volumes ont donc considérablement baissé au niveau national. En fin de compte, la raréfaction des produits a eu l'effet inverse sur les prix des denrées qui sont au contraire remontés pour certains. Au finish, la contribution de l'activité de financement du commerce extérieur aux résultats a connu une baisse significative.

En revanche, l'activité de titres en 2013 a été marquée par une bonne reprise des émissions après le ralentissement de 2012. Le marché des émissions a été actif. On note le retour en force de la Côte d'Ivoire sur les échéances longues pour refinancer les bons du Trésor restructurés il y a bientôt deux ans, lesquels sont arrivés à échéance en décembre.

Dans ce contexte d'un regain d'activité sur les titres, l'attribution de performances entre les différentes activités de la banque a penché plus pour les titres dont la contribution aux résultats a quelque peu surclassé celle des opérations de la clientèle. La lancée prochaine du statut des spécialistes en valeurs du trésor devrait favoriser une meilleure prise en charge du marché des titres d'états et pourrait augmenter davantage l'écart de performances titres et opérations clientèle.

Opérations

Les volumes d'émissions ont connu une hausse vertigineuse de plus de 280% en 2013. Tant les bons du Trésor que les titres obligataires ont bénéficié de cette embellie. Les émissions de bons du trésor ont connu une progression remarquable de 147%. Les émissions d'obligations pour leur part ont un bond de 727% traduisant une nouvelle orientation des trésors dans le choix des instruments de dettes favorisant les émissions de long terme.

Cet environnement favorable a bénéficié aux opérations de la banque dont les volumes ont connu une évolution positive quoique contrastés par activité.

Les activités de marchés monétaires et interbancaires (prêts/emprunts, pensions livrées, cessions/achat de titres) se sont inscrites en hausse de près de 14% avec des volumes de transactions de 1 676 milliards FCFA en 2013 contre 1 471 milliards FCFA en 2012. Les opérations en devises ont connu une chute assez importante due à une moindre rentrée de devises passant d'un niveau record de 394 milliards FCFA à 142 milliards FCFA.

Gestion pour compte de tiers

L'activité de gestion continue de connaître un essor important. La valeur totale des actifs sous gestion est passée de 1,89 milliard FCFA à 2,37 milliards FCFA en 2013, soit une progression annuelle de 25,6%. Ce niveau de hausse est largement imputable à la croissance significative des rendements des fonds, grâce notamment à une meilleure compréhension des marchés et une bonne dynamique de gestion.

Toutefois, le résultat net de BRM AM reste encore modéré, bien que connaissant une importante hausse de 197% en 2013 (à 16 millions FCFA). En

effet, le résultat net de la SGO continu d'être négativement impacté par les frais appliqués aussi bien aux fonds sous gestion qu'aux sociétés de gestion elles même. Ces frais restent sans véritables rapports avec la phase jeune de croissance actuelle de l'activité de gestion dans la zone UEMOA. Dans cette dynamique, le total bilan de BRM AM a connu une timide poussée de 4% en 2013, passant de 79 millions à 82 millions FCFA.

Par ailleurs, au-delà de toutes ces contraintes, le Groupe a poursuivi ses démarches en vue d'obtenir d'autres fonds en gestion.

Le marché de la gestion d'actifs reste encore attractif et les perspectives sont bonnes pour BRM AM. Les efforts accomplis devraient se matérialiser sur les prochains exercices, avec justement la gestion de trois nouveaux fonds prévue pour 2014.

Processus, Automatisation & Contrôles

Les travaux de migration à la nouvelle version de Flexcube ont été effectués sans problème particulier tant au niveau système que pour les utilisateurs qui se sont réjouis des améliorations apportées. Notre filiale de technologie BVS (Business Value Solutions) est en train d'adapter les applications existantes dont les technologies diffèrent de celle de la nouvelle version. D'autres applications visant les gains de productivité, le contrôle, la sécurité et les services à la clientèle sont également envisagées.

Rapport des Commissaires aux Comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 26 mai 2008, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;
- le contrôle des comptes annuels de la Banque Régionale de Marchés ;
- les vérifications spécifiques et informations prévues par la loi ;
- le contrôle du respect de la réglementation bancaire.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 18 Avril 2014. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, à l'évaluation de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque.

Cet examen du contrôle interne s'inscrit dans le cadre de la démarche générale d'audit et a principalement pour objectif d'identifier les zones de risques significatifs et d'orienter notre approche. L'examen auquel nous procédons dans cette circonstance n'est pas un diagnostic détaillé et ne met pas nécessairement en évidence toutes les améliorations qu'une étude spécifique pourrait éventuellement révéler, notamment celles qui n'affectent pas de façon significative les comptes annuels.

Les principaux axes d'amélioration identifiés à l'issue de l'examen des procédures de contrôle interne ont fait l'objet d'un rapport distinct adressé à la direction générale de la Banque.

Opinion sur les comptes annuels

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit applicables au Sénégal. Ces normes requièrent que notre audit soit planifié et exécuté de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels annexés aux pages 4 à 37 ci-après sont, au regard des règles et principes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UEMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Régionale de Marchés à la fin de cet exercice.

Vérifications et Informations Spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes an-

nuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque au 31 décembre 2013.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de la Loi 2008-26 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10% des droits de vote, aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes précitées exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart de capital social, s'élèvent au 31 décembre 2013 à 576 millions FCFA, soit 3,7% des fonds propres effectifs de la banque.

En application de la loi, les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle doivent être communiquées dans le rapport de gestion. Il s'agit notamment de la participation à hauteur de 100% de la BRM SA au capital de la société BRM Capital Invest dont le capital social s'élève à 100 millions de FCFA.

Respect de la Réglementation Prudentielle

Nous avons procédé aux vérifications spécifiques relatives au respect par la Banque des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers.

Il ressort de ces vérifications, le non-respect des règles prudentielles suivantes :

- Coefficient de liquidité : 51% (Min 75%)
- Participation dans des entreprises autres que les banques, établissements financiers et sociétés immobilières :
Capital Invest : 100% (Max 25% du capital social)
BVS : 100% (Max 25% du capital social)
BRM-AM : 60% (Max 25% du capital social)

Dakar, le 28 Avril 2014

Les Commissaires aux Comptes

CABINET AZIZ DIEYE
Aziz DIEYE (Associé)

MAZARS SENEGAL
Hamadou TINI (Associé)

États Financiers Résumés

BILAN RESUME (au 31/12/2013)

ACTIF	Note	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Caisse	1	431 172 955	56 649 864	661%
Créances interbancaires	1	14 232 055 033	11 545 030 412	23%
Créances sur la clientèle	2	90 833 046 679	66 903 541 081	36%
Titres de placement	3	104 975 983 863	96 985 427 559	8%
Immobilisations financières	4	167 046 586	1 185 137 805	-86%
Crédit bail et opérations assimilées				
Immobilisations corporelles	5	223 897 744	181 104 403	24%
Immobilisations incorporelles	6	58 408 729	328 889 094	-82%
Actionnaires et associés	7	509 375 000		
Autres actifs	8	5 299 572 836	3 836 215 367	38%
Comptes d'ordre et divers	9	776 957 886	266 620 975	191%

Total Actif		217 507 517 311	181 288 616 560	20%
--------------------	--	------------------------	------------------------	------------

PASSIF	Note	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Dettes interbancaires	10	114 124 414 299	95 307 081 309	20%
Dettes à l'égard de la clientèle	11	71 782 996 572	61 826 331 302	16%
Dettes représentées par un titre	12	2 996 000 000	3 997 000 000	-25%
Autres passifs	13	1 384 648 448	1 055 086 749	31%
Comptes d'ordre et divers	14	6 525 957 113	3 398 828 650	92%
Primes liées au capital	15	595 000 000	45 000 000	1222%
Capital	15	7 000 000 000	5 900 000 000	19%
Réserves	15	1 924 393 282	1 236 168 038	56%
Report à nouveau (+/-)	15	5 769 895 268	3 934 952 220	47%
Résultat de l'exercice après impôt	15	5 404 212 329	4 588 168 292	18%

Total Passif		217 507 517 311	181 288 616 560	20%
---------------------	--	------------------------	------------------------	------------

COMPTE DE RESULTAT RESUME (au 31/12/2013)

CHARGES	Note	31/12/2013	31/12/2012
Intérêts et charges assimilées	16	6 703 015 411	5 965 393 805
Commissions			
Charges sur opérations financières		801 504 782	796 776 391
Charges diverses d'exploitation bancaire		15 058 172	30 706 645
Frais généraux d'exploitation	17	3 195 832 282	2 881 320 535
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations		120 430 676	193 737 960
Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		158 418 842	799 785 681
Charges exceptionnelles		2 050 000	2 078 923
Pertes sur exercices antérieurs		335 354	136 986 768
Impôt sur le bénéfice		5 000 000	1 000 000
Bénéfice net de la période		5 404 212 329	4 588 168 292
Total Charges		16 405 857 848	15 395 955 000

PRODUITS		31/12/2013	31/12/2012
Intérêts et produits assimilés		6 639 835 493	5 943 445 294
Commissions		1 485 221 154	2 194 762 482
Produits sur opérations financières		8 208 322 695	7 126 451 100
Produits divers d'exploitation bancaire		7 360 000	7 440 000
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur créances et du hors bilan		37 428 521	19 905 480
Produits exceptionnels		11 800 000	12 450 450
Profits sur exercices antérieurs		15 889 985	91 500 194
Perte de la période			
Total Produits		16 405 857 848	15 395 955 000

COMPTES HORS BILAN RESUMES (au 31/12/2013)

	31/12/2013	31/12/2012
OPÉRATIONS EFFECTUÉES POUR LE COMPTE DE TIERS	50 733 731 922	51 873 910 171
Valeurs à l'encaissement non disponibles	20 977 241 890	22 527 788 606
Comptes exigibles après encaissement	20 977 241 890	22 527 788 606
Engagements consortiaux de financement		
Engagements consortiaux de garantie		
Crédits consortiaux		
Crédits distribués pour le compte de tiers		
Titres clientèle	29 756 490 032	29 346 121 565
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 248 366 614	2 982 308 654
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 248 366 614	2 982 308 654
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	22 199 496 887	30 632 499 231
Engagements de garantie donnés en faveur de la clientèle	22 199 496 887	30 632 499 231
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	150 096 489 051	103 068 968 094
Engagements de garantie reçus de la clientèle	144 166 489 051	102 528 968 094
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	5 930 000 000	540 000 000
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	2 000 000 000	103 068 968 094
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	2 000 000 000	

Règles et Méthodes Comptables



Base d'établissement et de présentation des états financiers

Les états financiers ont été préparés par application des conventions comptables de base, à savoir essentiellement : principe de prudence, de continuité de l'exploitation, de séparation des exercices et du coût historique et présentés selon les prescriptions fixées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Faits générateurs des produits et charges

Les intérêts courus non échus sur les engagements à l'égard de la clientèle et sur l'interbancaire ainsi que les coupons courus sur les titres de placement sont déterminés sur une base prorata temporis et sont pris en compte dans le résultat à la clôture de chaque exercice.

Valorisation et amortissement des immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés sur la durée de

vie estimée des actifs concernés, selon la méthode linéaire :

- Mobilier et matériel de bureau	33.3%	3 ans
- Matériel de transport	25%	4 ans
- Logiciels	25%	4 ans
- Agencements et aménagements	25%	4 ans
- Frais d'établissement	20%	5 ans
- Matériel informatique	20%	5 ans

Comptabilisation et valorisation des titres pour compte propre

Les règles applicables en matière de comptabilisation des titres de placement, d'évaluation et de valorisation du portefeuille, de cession et de dépréciation des titres sont définies dans l'instruction 2001-03 de la BCEAO. En application de cette instruction :

- les titres de placement sont comptabilisés à la date de leur acquisition au prix d'achat, frais exclus, coupon couru exclu,
- la valeur d'entrée de la fraction de titres de placement cédée est estimée au coût moyen pondéré,
- les titres du marché monétaire sont évalués à chaque arrêté comptable au taux historique.
- le coupon couru sur les titres de placement est déterminé selon la méthode EXACT,

qui tient compte du nombre de jours exacts de l'année (365 ou 366 jours).

La formule de calcul du coupon est la suivante :

$$CC = (n/N) \times C$$

CC = coupon couru

n = nombre de jours exacts séparant la date de dernier détachement de la date de règlement

N = nombre de jours exacts dans l'année

C = coupon nominal de l'obligation

Comptabilisation et valorisation des titres pour compte de tiers

Le portefeuille titres de la clientèle est suivi en hors bilan à la valeur d'acquisition des titres. Les titres cédés sortent également des comptes de hors bilan à leur valeur d'acquisition.

Conversion des opérations en devises

Les opérations en devises sont enregistrées dans les comptes de position de change dans chacune des devises utilisées. La contrepartie des écritures en

monnaie locale associée à ces opérations est enregistrée dans les comptes de contre-valeur de position de change.

A la clôture de l'exercice, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan en devises, ainsi que les comptes de position de change concernés sont évalués au cours communiqué par la Banque Centrale.

Les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contrepartie de position de change sont portées au compte de résultat, par le débit ou le crédit des comptes de contre-valeur de position de change.

Présentation des Notes sur les États Financiers

Note 1 / Opérations de trésorerie et opérations interbancaires - actif

Cette rubrique enregistre essentiellement les avoirs à vue auprès des établissements de crédit et de la Banque Centrale ainsi que les prêts interbancaires. Elle s'analyse comme suit :

Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Billets et monnaies	431 172 955	56 649 864	661%
Créances interbancaires à vue	7 087 555 033	6 664 530 412	6%
Créances interbancaires à terme	7 144 500 000	4 880 500 000	46%
Total	14 663 227 988	11 601 680 276	26%

Les créances interbancaires à vue comprennent les avoirs à vue auprès de la BCEAO (6 544 millions FCFA), des établissements de crédit implantés au sein de l'UEMOA (456 millions FCFA) et des correspondants bancaires en Europe (87 millions FCFA).

Les créances interbancaires à terme comprennent les prêts accordés aux banques et établissements financiers.

Note 2 / Opérations avec la clientèle - actif

Cette rubrique comprend les concours à la clientèle sous forme de crédits et d'escompte ainsi que les comptes courants débiteurs de la clientèle. Elle se décompose comme suit :

Créances sur la Clientèle	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Portefeuille d'effets commerciaux	4 648 032 674	8 837 382 045	-47%
Autres concours à la clientèle	59 399 042 993	38 357 760 651	55%
Comptes ordinaires débiteurs	8 300 638 054	3 997 116 044	108%
Affacturage	18 485 332 958	15 711 282 341	18%
Total	90 833 046 679	66 903 541 081	36%

Les autres concours à la clientèle comprennent essentiellement les crédits à court terme qui sont des facilités d'une durée inférieure à deux (2) ans et les crédits à moyen terme qui sont d'une durée comprise entre 2 – 10 ans.

Note 3 / Opérations sur titres

Le portefeuille de titres de placement comprend pour l'essentiel des titres du marché monétaire (bons du trésor) et des obligations émises par adjudications organisées par la BCEAO. Les titres Etat du Sénégal représentent en FCFA 28 628 millions du total contre 76 348 millions de titres des pays de l'UEMOA (Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso, Bénin, Togo).

	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Titres de placement	104 975 983 863	96 985 427 559	8%

Note 4 / Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent essentiellement la participation de BRM au capital :

- de filiales pour 150 millions de FCFA.
- GIM UEMOA pour 15 millions de FCFA.
- Swift pour 2 millions de FCFA

	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Titres de participation	167 046 586	1 185 137 805	-86%

Note 5 / Immobilisations corporelles

Cette rubrique enregistre les immobilisations acquises ou bien en cours d'acquisition. La rubrique se décompose comme suit :

Immobilisations corporelles	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Immobilisations en cours	69 987 701		100%
Immobilisations d'exploitation	153 910 043	181 104 403	-15%

Total	223 897 744	181 104 403	24%
--------------	--------------------	--------------------	------------

Les acquisitions de l'exercice 2013 s'élèvent à 61 millions de FCFA et concernent essentiellement l'achat de :

- mobilier pour 16 millions ;
- matériel de transport pour 17 millions ;
- groupe électrogène pour 15 millions.

Les immobilisations en cours concernent les dépenses faites dans le cadre de l'aménagement de nouveaux bureaux.

Note 6 / Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Immobilisations en cours		170 695 827	-100%
Immobilisations d'exploitation	58 408 729	158 193 267	-63%
Total	58 408 729	328 889 094	-82%

Les immobilisations correspondent aux logiciels et aux frais d'augmentation de capital non encore amortis.

Note 7 / Actionnaires et associés

	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Capital appelé non versé	509 375 000		100%

Cette rubrique enregistre le capital appelé non versé suite à l'augmentation de capital ramenant ce dernier à 7 milliards.

Note 8 / Autres actifs

La rubrique "autres actifs" s'analyse comme suit :

Autres actifs	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Débiteurs divers	559 843 184	405 557 992	38%
Créances rattachées	4 659 111 358	3 353 782 363	39%
Dépôts et cautionnement	80 618 294	76 875 012	5%
Total	5 299 572 836	3 836 215 367	38%

Les débiteurs divers comprennent essentiellement les avances faites aux fournisseurs et prestataires de services pour 149 millions FCFA, les frais engendrés par le recouvrement de créances impayées pour 64 millions FCFA, des avances sur congés pour 50 millions FCFA, les acomptes provisionnels sur IRVM versés à l'état du Sénégal pour 80 millions FCFA, et des crédits accordés au personnel pour 122 millions FCFA.

Les créances rattachées renferment les intérêts courus non échus sur les titres de placement et sur les crédits accordés à la clientèle.

Note 9 / Comptes d'ordre et divers

Les comptes d'ordre et divers s'analysent comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Comptes d'ordre et divers	776 957 886	266 620 975	191%

Les comptes d'ordre et divers renferment les comptes de régularisation pour 31 millions de FCFA ainsi que les divers pour 745 millions de FCFA. Les divers sont constitués des comptes d'attente actifs.

Note 10 / Opérations de trésorerie et opérations interbancaires - passif

La rubrique opérations de trésorerie et opérations interbancaires s'analyse comme suit :

Dettes interbancaires	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Dettes interbancaires à vue	2 216 777 801	320 115 461	592%
Dettes interbancaires à terme	111 907 636 498	94 986 965 848	18%

Total	114 124 414 299	95 307 081 309	20%
--------------	------------------------	-----------------------	------------

Les dettes interbancaires à vue englobent les soldes de nos comptes ouverts chez les correspondants étrangers.

Les dettes interbancaires à terme comprennent les dépôts à terme reçus des établissements de crédit pour 1940 millions de FCFA, les refinancements obtenus de la BCEAO au titre des adjudications périodiques (69 980 millions FCFA), les emprunts à terme obtenus auprès des établissements de crédit (28 488 millions FCFA) et les pensions à terme (11 500 millions FCFA).

Note 11 / Dettes à l'égard de la clientèle

Cette rubrique enregistre principalement les comptes ordinaires créditeurs, les dépôts reçus de la clientèle. Elle se décompose comme suit en fonction des caractéristiques des dépôts :

Dettes à l'égard de la clientèle	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Autres dettes à vue	26 205 708 107	21 212 877 492	24%
Autres dettes à terme	15 148 915 389	12 709 216 219	19%
Comptes d'épargne à terme	159 373 076	71 237 591	124%
Bons de caisse	30 269 000 000	27 833 000 000	9%
Total	71 782 996 572	61 826 331 302	16%

Note 12 / Dettes représentées par un titre

Cette rubrique enregistre les certificats de dépôt et s'analyse ainsi:

	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Dettes de titres	2 996 000 000	3 997 000 000	-25%

Note 13 / Autres passifs

Autres passifs	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Dettes rattachées	943 746 459	664 087 976	42%
Créditeurs divers	440 901 989	390 998 773	13%
Total	1 384 648 448	1 055 086 749	31%

Les autres passifs enregistrent les créditeurs divers pour 441 millions FCFA, les intérêts dus sur les emprunts interbancaires (325 millions FCFA), les dépôts de la clientèle (572 millions FCFA) et les certificats de dépôts (47 millions FCFA).

Les «créditeurs divers» comprennent essentiellement les taxes sur les opérations bancaires pour 172 millions de FCFA, l'impôt sur le revenu pour 44 millions FCFA, les contributions forfaitaires à la charge de l'employeur pour 21 millions de FCFA et l'impôt sur les revenus de créances pour 66 millions de FCFA.

Note 14 / Comptes d'ordre et divers

	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Comptes d'ordre et divers	6 525 957 113	3 398 828 650	92%

Les comptes d'ordre et divers comprennent les intérêts précomptés sur les facilités à court terme de la clientèle (1 158 millions FCFA), les bons du trésor (337 millions FCFA), les charges à payer (1 142 millions FCFA), et les comptes d'attente passifs (3 888 millions FCFA).

Note 15 / Capitaux propres et ressources assimilées

Tableau de variation des capitaux propres

Libellés	31/12/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Réserves	1 236 168 038	688 225 244		1 924 393 282
Capital appelé	5 900 000 000	1 100 000 000		7 000 000 000
Report à nouveau débiteur (Perte)	3 934 952 219	1 834 943 049		5 769 895 268
Primes liées au capital	45 000 000	550 000 000		595 000 000
Résultat	4 588 168 292	5 404 212 329	4 588 168 292	5 404 212 329

Total	15 704 288 549	9 577 380 622	4 588 168 292	20 693 500 879
--------------	-----------------------	----------------------	----------------------	-----------------------

Le résultat de l'année 2012 a été réparti en réserves pour 688 millions de FCFA et en report à nouveau pour 1 835 millions de FCFA conformément à la décision de l'assemblée générale.

Des dividendes ont été distribués pour un montant de 2 065 millions de FCFA.

Des primes pour une valeur de 550 millions FCFA ont été enregistrées en 2013 suite à l'augmentation de capital ramenant ce dernier à 7 milliards de FCFA.

Note 16 / Charges bancaires

Charges bancaires	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 723 888 975	3 683 769 559	1%
Charges sur opérations avec la clientèle	2 718 654 416	1 951 633 827	39%
Charges sur opérations sur titres et opérations diverses	260 472 020	323 707 086	-20%
Charges sur comptes bloqués d'actionnaires et emprunts subordonnés		6 283 333	-100%
Charges sur opérations financières	801 504 782	796 776 391	1%
Charges diverses d'exploitation bancaires	15 058 172	30 706 645	-51%
Total	7 519 578 365	6 792 876 841	11%

Note 17 / Frais généraux d'exploitation

Frais généraux d'exploitation	31/12/2013	31/12/2012	VAR
Loyers, entretien et réparations	281 680 579	252 751 243	11%
Primes d'assurance	100 770 794	84 788 956	19%
Redevances crédit bail	57 162 040	58 873 586	-3%
Rémunérations prestataires, intermédiaires et honoraires	69 111 222	54 347 037	27%
Frais postaux et télécommunications	76 564 793	81 756 699	-6%
Rémunérations administrateurs	90 000 000	75 000 000	20%
Charges diverses d'exploitation	668 376 746	571 722 527	17%
Frais de personnel	1 852 166 109	1 702 080 487	9%
Total	3 195 832 283	2 881 320 535	11%

Dispositif prudentiel

RATIOS	2013	2012	Norme BCEAO
1. Contrôle des immobilisations hors exploitation et des participations dans les sociétés immobilières			
$\frac{\text{Participations + immobilisations hors exploitation}}{\text{Fonds Propres Effectifs (FPE)}}$	0%	0%	Max 15%
2. Contrôle des immobilisations et des participations			
$\frac{\text{Total des actifs immobilisés}}{\text{Fonds Propres Effectifs (FPE)}}$	2%	13%	Max 100%
3. Contrôle des crédits aux personnes participant à la direction, administration, gérance, contrôle et fonctionnement des banques et établissements financiers			
$\frac{\text{Montant des concours}}{\text{Fonds Propres Effectifs (FPE)}}$	3,7%	5%	Max 20%
4. Risques couverts par les fonds propres effectifs			
$\frac{\text{Fonds Propres Effectifs (FPE)}}{\text{Total des risques retenus}}$	42,6%	38,7%	Min 8%
5. Coefficient de liquidité			
$\frac{\text{Actifs liquides}}{\text{Passif exigible}}$	51%	52%	Min 75%
6. Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables			
$\frac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois à moyen et long terme}}$	62%	63%	Min 50%
7. Coefficient de division des risques			
Total des engagements atteignant 25% FPE	4 000	0	Max (8XFPE=124 264)